

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) - 21S0025 RELATIF A LA FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX STERILES POUR LE TRAITEMENT DES PLAIES PAR PRESSION NEGATIVE

Article I - PREAMBULE

Le groupement de commandes « produits pharmaceutiques » constitué entre certains établissements de santé de Bourgogne selon les modalités de l'article 28 II de l'ordonnance n°2015-899 du 22 juillet 2015 a pour mission de réaliser les consultations en vue de l'approvisionnement des Pharmacies à Usage Intérieur (PUI) des établissements adhérents.

Ses modalités de fonctionnement stipulent que le Centre Hospitalier de l'Agglomération (C.H.A.) de Nevers, désigné établissement coordonnateur, mène chaque accord-cadre.

Chaque accord-cadre est signé et notifié par le Coordonnateur du Groupement de Commandes pour l'ensemble de ses adhérents. Le coordonnateur est, par ailleurs, compétent dans la phase d'exécution de l'accord-cadre pour :

- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre de l'accord-cadre,
- Etablir les certificats administratifs
- Prononcer la résiliation de l'accord-cadre,
- Réaliser plus généralement tous les actes administratifs relatifs à la modification de l'accord-cadre.

L'exercice des autres compétences relatives à l'exécution de l'accord-cadre relèvent des adhérents au groupement de commandes.

Le Pouvoir Adjudicateur (PA) mentionné dans le document est le C.H.A. de Nevers, coordonnateur du Groupement.

Les marchés subséquents, à bons de commande sans minimum ni maximum, passés sur le fondement de l'accord-cadre et du Code de la Commande Publique, dits « marchés subséquents » sont passés individuellement par chaque adhérent lors de la survenance de ses besoins.

Ils font l'objet d'une mise en concurrence, par « lettre de consultation » que l'adhérent adresse à tous les titulaires du lot concerné. La lettre de consultation fixe le délai dans lequel les titulaires du lot concerné doivent présenter leur offre ainsi que les modalités de remise d'échantillons le cas échéant.

Les marchés subséquents ne peuvent pas contenir de modifications substantielles aux termes fixés dans le présent accord-cadre. Les dispositions des marchés subséquents peuvent venir compléter les dispositions de l'accord-cadre sans le modifier substantiellement.

Il est précisé que seul un candidat par lot est retenu à l'issue de la passation du marché subséquent.

Article II - OBJET DES MARCHES

Le présent marché est passé sur le fondement de l'accord-cadre « Spécialités Pharmaceutiques » notifié par le Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers, établissement coordonnateur.

La fourniture est divisée en **3 lots** dont les quantités prévisionnelles, sont précisées dans le tableau des lots en annexe.

Ces quantités représentent les prévisions de consommation pour **1 an** et sont établies à partir des consommations des exercices précédents, des prévisions d'utilisation du corps médical et du personnel soignant, de l'évolution de l'activité des établissements adhérents au groupement. Elles sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle.

De plus, en raison :

- de l'évolution des techniques médicales et chirurgicales,
- de l'évolution et l'amélioration des produits pharmaceutiques (modification de référence, changement de présentation de conditionnement primaire, ajout de variétés dans la gamme,...),
- de la fréquence des incidents dans le domaine des vigilances sanitaires,

- de la nécessité de faire face à un problème de production du fournisseur,

la substitution d'un produit pharmaceutique par un autre ou l'ajout d'un produit identique de la gamme au cours du marché, chez le même fournisseur est possible sans avenant dès lors que le prix unitaire n'est pas modifié, après acceptation écrite du Représentant du PA du groupement.

Article III - DEFINITION DES MARCHES

Les marchés passés sur le fondement de cet accord-cadre sont conclus par les établissements adhérents du groupement de commandes lors de la survenance de leurs besoins.

Trois candidats minimum par lot sont retenus à l'issus de la passation de cet accord-cadre.

Ils portent sur la fourniture précisée à l'article II.

Les marchés prennent effet le 1^{er} juillet 2021 pour une période d'un an **jusqu'au 30 juin 2022**, reconductible par reconduction expresse trois fois un an.

Les marchés sont passés en application du Code de la Commande Publique, sans montant minimum et sans montant maximum.

Article IV - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les marchés subséquents avec les fournisseurs retenus sont constitués par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'accord-cadre tel qu'il a été conclu entre le titulaire et le Groupement de Commandes « Produits Pharmaceutiques »
- 2) l'acte d'engagement du marché subséquent et les tableaux annexes,
- 3) le barème hospitalier en vigueur du fournisseur,
- 4) le présent cahier des clauses particulières applicable à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et tous les documents qui y sont visés, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi,
- 5) le cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS) (décret n° 77-699 modifié) ; ce document non joint aux autres pièces constitutives des marchés est réputé connu des titulaires.

Article V – PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

Les modalités exactes de présentation et de remise des offres sont précisées dans la lettre de consultation que chaque établissement adhérent adresse à tous les titulaires de l'accord-cadre concernés lors de la passation d'un marché subséquent.

En tout état de cause, ces modalités sont conformes au Code de la Commande Publique.

Pour chaque marché subséquent, l'offre est datée et signée par la personne habilitée pour représenter le titulaire de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre présentent, lors de la mise en concurrence relative à chaque marché subséquent passé par les établissements adhérents, des offres de prix qui ne peuvent en aucun cas dépasser le prix plafond figurant aux bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Article VI – JUGEMENT DES OFFRES

Les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre, dits « marchés subséquents », sont attribués selon les critères de jugement permettant de dégager l'offre économiquement la plus avantageuse.

1- Valeur technique et clinique de l'offre : 70%

Pour ce critère, les offres seront appréciées notamment en fonction des éléments suivants :

☐ Qualité et sécurité d'utilisation du produit, adéquation à la prescription médicale.

☐ Avis de Commissions telles que la Commission du Médicament et des Dispositifs Médicaux Stériles des établissements adhérents, la Gestion des Risques, le Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales, le Comité de Lutte contre la Douleur, toute publication jugée pertinente relative aux risques liés aux soins,...

☐ Coût d'utilisation :

Peuvent être pris en compte :

- Les coûts relatifs aux gestes infirmiers tels que le temps de manipulation, les dispositifs médicaux nécessaires à l'administration, les risques de faute d'asepsie et d'accidents d'exposition du sang.
- Les coûts de gestion tels que la gestion des stocks de la pharmacie et des services de soins (volume de stockage, conditions particulières).
- Le coût du changement tel que le temps dédié au changement d'étiquetage des boîtes des nouveaux produits dans les services de soins, aux modifications du livret des dispositifs médicaux stériles et à l'information des utilisateurs.
- Aspect pratique d'utilisation, existence d'une gamme étendue, modalités de conservation des produits.

2- Prestations du fournisseur en matière de sécurité d'approvisionnement et d'information : 10 %

Pour ce critère, les offres seront appréciées en fonction :

☐ De la description du réseau de visite médicale venant en appui des consensus locaux.

☐ De l'engagement des candidats (présentation des produits pharmaceutiques proposés dans la consultation, suivi des essais).

3- Prix : 20 %

Pour ce critère, les offres seront appréciées notamment en fonction du prix unitaire.

NB : En cas de discordance constatée dans une offre, les prix unitaires HT portés en chiffres sur l'Acte d'Engagement ou sur les tableaux annexés prévalent sur toutes les autres indications de l'offre et le montant récapitulatif éventuel est rectifié en conséquence.

Article VII – DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

La durée des marchés subséquents ne doit pas dépasser la durée de validité de l'accord-cadre. En tout état de cause, le terme de ces marchés subséquents ne doit excéder le 30 juin 2025.

Article VIII - MODALITES D'EXECUTION

Au niveau des PUI de chaque établissement de santé, les marchés s'exécutent au moyen de bons de commandes dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Cette notification vaut mise en demeure pour l'application de l'exécution par défaut prévue à

l'article XII du CCAP n°2020-98 de l'Accord-Cadre.

Le bon de commande comporte :

- la référence au présent marché,
- la désignation de la fourniture,
- les quantités commandées,
- le ou les lieux et le délai de livraison,
- et tout autre renseignement utile.

Seuls les bons de commandes signés par l'un des pharmaciens des PUI des établissements de santé adhérents, habilités et régulièrement inscrits à l'Ordre des Pharmaciens sont honorés par le fournisseur.

Les commandes sont dans le cas général passées par EDI et télécopiées.

Elles peuvent être exceptionnellement et pour des besoins urgents passées par téléphone avec un numéro de commande de la pharmacie, et régularisées ensuite.

Article IX – LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

Les produits pharmaceutiques sont livrés à la PUI mentionnée sur le bon de commande et dans le délai indiqué sur celui-ci.

Un délai de **5** jours maximum est exigible.

En cas d'extrême urgence, le délai peut être raccourci et/ou une livraison partielle de dépannage peut être demandée.

Article X – LITIGES

En cas de litige, les parties font éléction de domicile où se trouve le siège de l'établissement signataire du marché. En l'espèce, seul le tribunal administratif de Dijon est compétent.

En cas de titulaire étranger, seule la réglementation française est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.